

Ville de Québec : Dimanche le 22 septembre 2002

Après un moment de répit,

le mouvement contre la ZLÉA revient avec détermination !

Rapport sur les activités anti-ZLÉA des Amériques

La coalition régionale *Opération Québec Printemps 2001* (OQP 2001) vous offre un rapport sur diverses actions d'opposition à la potentielle Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) qui ont eu lieu récemment et qui auront lieu bientôt à travers le continent dont au Québec, information souvent difficile à obtenir.

Consulta popular sur la ZLÉA

À l'initiative des réseaux populaires des Amériques centrale et du Sud, une vaste campagne d'information et de consultation populaire sur la ZLÉA déferlera sur toutes les Amériques. Cette campagne, nommée *Consulta popular sur la ZLÉA*, a débuté officiellement ce 7 septembre au Brésil, date du *8ième Cri des Exclus* dont la devise est *ZLÉA : La souveraineté ne se négocie pas!*. Le 7 septembre a marqué aussi la clôture du *Plébiscite national sur la ZLÉA* pendant la *Semaine de la Patrie au Brésil*. Plus de dix millions de Brésiliens-nes ont participé à ce référendum non-officiel. 98% des votants se sont dits opposés à la création prévue en 2005 de la ZLEA (Source: Radio Canada Internationale).

Selon Richard Fecteau, présentement en stage au Brésil, la consultation comportait trois questions, les deux premières portant sur la ZLÉA et sur la participation du gouvernement brésilien aux négociations. La troisième question avait pour objet l'implantation d'une base militaire états-unienne dans le nord du pays, la base d'Alcantara, située à l'embouchure du fleuve Amazone. Après avoir

mis en branle le Plan Colombie et fait avancer le Plan Puebla-Panama (plan d'industrialisation massive imposé par la force et suscitant une lutte féroce) en Amérique centrale et au sud du Mexique, l'expansion se poursuit avec des visées très claires sur le bassin amazonien.

Les journées de résistance contre la ZLÉA culmineront avec l'opposition à la réunion des ministres à Quito en Équateur.

Les 24 et 25 mai 2002 en Équateur, les organisations paysannes et divers individus et organisations de la société civile de ce pays, se sont réunis à Quito pour la Première convention contre la ZLÉA sous la devise « Une autre intégration est possible ». Dans la déclaration finale de cette convention, les participant-es ont affirmé, entre autres: un « refus total de la ZLÉA » et du Plan Colombie, leur intention de « travailler à l'élaboration d'une consultation sur la ZLÉA après la réunion de ministres qui aura lieu à Quito » (27 oct. au 1er nov.), l'organisation de « journées de résistance et de refus contre la ZLÉA » et vouloir « provoquer un soulèvement national contre la réunion des ministres à Quito en octobre et novembre ».

Au Québec et au Canada...

Une *Consulta sur la ZLÉA* aura lieu aussi en Amérique du Nord. En fait, les mouvements étudiants et progressistes ont déjà débuté une campagne d'information critique de la ZLÉA et des actions régionales de protestation s'organisent en octobre en solidarité avec les mouvements populaires des Amériques centrale et du Sud qui organisent *Les journées de résistance contre la ZLÉA* qui culmineront avec l'opposition à la réunion des ministres à Quito (Équateur)

ayant lieu du 27 octobre au 1er novembre 2002. Les mouvements estudiantins ont déclaré le 31 octobre journée continentale (des Amériques) de grève et d'actions contre la ZLÉA. La mobilisation est déjà commencée et les individus et groupes de la région de Québec ont été conviés à une réunion le 25 septembre pour établir un plan d'action commun. Cette Consulta inclura aussi un référendum populaire non-officiel prévu en début de 2003. Le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), en coopération avec l'Alliance sociale continentale, lancera diverses initiatives pour ce référendum populaire.

2e Rencontre continentale de lutte contre la ZLÉA à la Havane, Cuba — Les 25-28 novembre

Les organisateurs-trices de cette rencontre continentale à Cuba se sont donnés comme mandat d'élaborer un « bilan de l'articulation des mouvements sociaux et des organisations populaires dans le processus de prise de conscience de nos peuples et sur la réalisation d'actions concrètes qui fassent connaître l'opposition populaire à ce projet impérialiste [ZLEA] » (www.cybersolidaires.org).

Vous avez dit « antimondialisation » ?

Après de nombreux mois d'accalmie en Amérique du Nord de la lutte contre la potentielle ZLÉA, certain-es ont crû ou espéraient que la mobilisation massive contre la ZLÉA lors du Sommet des Amériques en avril 2001 n'était qu'un phénomène éphémère, une sorte de mouvement de foule superficiel. Plusieurs gens au Québec et au Canada affirment, de manière soit condescendante ou défaitiste, que les manifestant-es n'étaient pas réellement informés de ce qu'était la ZLÉA et qu'il ne s'agissait que d'un défoulement de la jeunesse. Or, les raisons pour

lesquelles les gens contestent la ZLÉA sont vastes et profondes. Le mouvement erronément et malheureusement nommé « antimondialisation » lutte au contraire pour une mondialisation de la justice, de la coopération et de la solidarité humaine et carrément aussi pour stopper notre parcours vers l'autodestruction. Ce mouvement est en fait composé de la quasi-totalité des organisations et regroupements progressistes du monde comme l'a confirmé plusieurs fois le Forum social mondial.

Dans les Amériques, ces réseaux de citoyens-nes et d'organismes non gouvernementaux convergent autour de la conviction que les accords de type ALÉNA (Accord de libre-échange nord-américain) ou ZLÉA viennent « couler dans un béton juridique » un modèle politico-économique où des principes commerciaux sont placés au-dessus des droits humains dont les droits fondamentaux du travail et les droits des femmes et, comble d'un capitalisme élitiste et sauvage mondialisé, viennent saper les droits démocratiques des peuples tel leur pouvoir d'exiger des limites à certaines formes de production ou de démocratiser la gestion de ressources et de services publics de manière à assurer le bien-être et la santé de la population de leur pays. Et ce ne sont là qu'une partie des raisons...

Remerciements : À *Alternatives* (réseau de solidarité internationale) qui a organisé les Journées d'études internationales d'où provient plusieurs des informations de ce rapport et à Richard Fecteau présentement en stage au Brésil.

Par Michaël Lessard

de la coalition régionale Opération Québec Printemps 2001 (OQP2001)

<http://www.oqp2001.org>